

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 29/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ORECO**

Boulevard OSCAR PLANAT  
16100 Cognac

Références : 2026 067 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007201380

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement ORECO implanté Route de Royan Saint Martin 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le programme pluri-annuel de contrôle des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORECO
- Route de Royan Saint Martin 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007201380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ORECO (Organisation Economique du Cognac) dont le siège social est situé au 44 boulevard Oscar Planat à COGNAC est un prestataire de service au sein de la filière du cognac pour les viticulteurs, les coopératives et les négociants. L'entreprise stocke les eaux de vie de ses clients au sein de chais de stockage et de vieillissement répartis sur 3 sites en Charente.

L'activité du site de Saint-Martin, situé sur la commune de Cognac, se limite à la réception et la livraison des eaux de vie, le remplissage et le soutirage des barriques, de tonneaux et de cuves ainsi que le vieillissement des eaux de vie par stockage. L'établissement dispose de 6 chais et de 3 zones de dépotage situées devant le chai de réception, entre les chais 2 et 3.

Il s'agit d'un établissement ancien acquis par ORECO en 2003. L'exploitation actuelle est autorisée par arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 modifié par arrêté complémentaire du 4 décembre 2015 et du 15 avril 2024. La quantité maximale susceptible d'être présente est de 14 724 t. Le site est classé Seveso Seuil Bas.

Il n'y a pas d'agent en permanence sur le site, qui est surveillé depuis le poste de sécurité du site de Merpins, situé à une quinzaine de minutes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Ouvertures des chais	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.3.4	Demande d'action corrective	11 mois
4	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 11.5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Défense incendie de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
10	POI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
11	Récupération/ Extinction/ Rétention	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
13	Transfert d'alcools par canalisations aériennes	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
16	Désenfumage	AP Complémentaire du 06/12/2004, article 12.4.3	Demande d'action corrective	4 mois
20	Murs coupe-feu des chais	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	POI et débordement des EI	Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
22	Exercice POI et mobilisation émulseurs GME	Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 9	Demande d'action corrective	11 mois
24	Émulseurs et GME	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.6.2	Demande d'action corrective	9 mois
25	Rétention du local sources	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 5.2	Demande d'action corrective	2 mois
26	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 10.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative et consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 2 et 3	Sans objet
3	Disponibilité du POI	Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 9	Sans objet
5	Extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 6	Sans objet
6	Remplacement des émulseurs par des non fluorés	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Sans objet
8	Caractéristiques des aires de dépotage	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 4	Sans objet
9	Dispositions constructives (murs) des chais de stockage d'alcools	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 7	Sans objet
12	Regards siphoniques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 12	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
15	Appareils électriques	AP Complémentaire du 04/12/2015, article 3	Sans objet
17	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
18	ETE de réduction du risque	Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 15	Sans objet
19	RIA	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.6.1	Sans objet
23	Sirènes POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V – d)	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente inspection a permis de relever des non-conformités dont la gestion doit être poursuivie et notamment, sur la défense et la maîtrise du risque incendie de l'établissement.

D'autres sujets appellent également des vigilances de la part de l'exploitant et des demandes d'actions correctives sont présentées dans le rapport.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative et consistance des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2 : QSP de 16360 m <sup>3</sup>  Article 3 : Caractéristiques ci-dessous des installations  Aucun stockage d'alcools de bouche, de matières inflammables et/ou combustibles n'est autorisé au 1 <sup>er</sup> étage du chai de réception.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant précise les quantités réelles d'alcool entreposé dans les différents chais (état des stocks numérique à la date du 27/11/2025 (1) et du 23/01/2026 (2)) :  (1)- chai 1 : 2071,3 m <sup>3</sup> ;- chai 2 : 2157,8 m <sup>3</sup> ;- chai 3 : 1839,2 m <sup>3</sup> ;- chai 4A : 1369,1 m <sup>3</sup> ;- chai 4B : 1329,4 m <sup>3</sup> ;- chai 5A : 1272,8 m <sup>3</sup> ;- chai 5B : 1399,1 m <sup>3</sup> ;- chai de réception : 423,9 m <sup>3</sup> ;- chai réception étage : 0 m <sup>3</sup> .  (2)- chai 1 : 2139 m <sup>3</sup> ;- chai 2 : 2072 m <sup>3</sup> ;- chai 3 : 1929 m <sup>3</sup> ;- chai 4A : 1337 m <sup>3</sup> ;- chai 4B : 1356 m <sup>3</sup> ;- chai 5A : 1306 m <sup>3</sup> ;- chai 5B : 1403 m <sup>3</sup> ;- chai de réception : 537 m <sup>3</sup> ;- chai réception étage : 0 m <sup>3</sup> .  Le 27/11/2025 et le 23/01/2026, les quantités totales stockées sont très largement inférieures au volume autorisé de 16360 m <sup>3</sup> . Les volumes stockés par chais sont également respectés.  Lors de la visite des installations, il a bien été constaté l'absence d'alcools au niveau du chai réception à l'étage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Ouvertures des chais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constat lors de l'inspection de 2023 :  Lors de la précédente visite d'inspection, le 16 novembre 2022, il a été constaté que la plupart des portes d'accès aux chais, qui doivent être EI30 (pare-flammes 30 minutes), présente des jours, de telle sorte que leur caractère étanche (le "E" signifiant "étanchéité" (aux gaz et aux flammes)) n'est pas effectif. Certaines portes comportent des vitrages, dont le caractère EI30 est à établir.  Par courrier en réponse, en date du 9 janvier 2023, l'exploitant a indiqué prendre acte de ce constat et s'engager à réaliser dans le premier semestre 2023 un contrôle de conformité de

<p>l'ensemble des portes extérieures du site. Il a précisé que suite à ces contrôles, une mise en conformité s'en suivra.</p> <p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, il est constaté que le vitrage de la porte centrale d'accès au chai "réception" a été obturé. L'exploitant précise en outre qu'à la suite du diagnostic de conformité annoncé dans sa réponse de janvier 2023, il va engager un plan de remplacement / mise à niveau de l'ensemble des portes.</p> <p>La situation s'améliore mais reste en écart. Il convient de communiquer le diagnostic évoqué et le plan d'actions de mise à niveau, en s'engageant sur un délai raisonnable n'excédant pas un an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis des éléments permettant d'indiquer que des portes d'accès aux chais ont été remplacées en 2025 par des portes de classe EI30.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a bien été constaté le remplacement effectif de plusieurs portes d'accès aux chais, anciennement vitrées ; celles-ci sont bien EI30. Aucune anomalie n'a été observée par l'inspection.</p> <p>L'exploitant précise qu'il reste près d'1/3 de portes d'accès aux chais sont à remplacer par de nouvelles portes. Cela sera réalisé au courant de l'année 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin 2026, de justifier que toutes les portes d'accès aux chais ont bien été remplacées par des portes EI30.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 11 mois</p>

### N° 3 : Disponibilité du POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de l'inspection de 2023 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer qu'il est en mesure d'accéder à son POI en toute circonstance, y compris en cas de coupure d'alimentation électrique du bâtiment accueillant la salle POI.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de coupure électrique sur site, une version papier à jour du POI est présente dans la salle POI. L'inspecteur a bien relevé que la dernière version du POI était présente soit celle de janvier 2026.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de l'inspection de 2023 :</p> <p>Comme indiqué dans la partie "constats" du présent point de contrôle, il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-confirmer que chaque chai est équipé d'une installation fixe d'extinction automatique en cas d'incendie et justifier de la présence d'un système de détection « incendie » couvrant l'ensemble des chais ou, à défaut, de doter l'ensemble des chais d'un tel système approprié au risque à couvrir ;</li> <li>...</li> <li>-communiquer le nouveau compte-rendu de vérification semestrielle de l'installation d'extinction automatique d'incendie, qui a dû être effectué fin novembre/début décembre 2023 afin de justifier de la levée des écarts persistants ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente inspection, les documents ont été demandés.</p> <p>Par sondage en amont de la présente inspection, l'exploitant a transmis fin novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une attestation de la société OPTI Sécurité datée du 11/09/2025 indiquant que le contrôle d'août 2025 de la détection incendie du site (et donc des chais) a été réalisé et concluant comme suit : « Rien à signaler : pas de non-conformité » ;</li> <li>- le compte-rendu Q1 de vérification des EAI du site datant du 11/06/2025 (contrôle réalisé par Uxello) ; le précédent contrôle datant du 15/01/2025, l'exploitant respecte bien la fréquence semestrielle de contrôle.</li> </ul> <p>Ce dernier précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des données d'entrées et caractéristiques du système EAI ne sont pas fournies ou sont incomplètes (« mise en échec si absence répétée ») ;</li> <li>- des observations et/ou des améliorations du système sont formulées ;</li> <li>- la remarque « sous tonneaux » a été observée le 15/01/2025 et présente un caractère récurrent : « Absence de protection sous les tonneaux dans la zone de réception du chai ; des mesures correctives doivent être mises en place ». Sur ce dernier point, rien n'a été réalisé. Il s'avère qu'aucun dispositif de sprinklage n'est présent en dessous des tonneaux du chai réception. Il en est de même pour les autres tonneaux stockés dans les chais du site (par exemple chai 2).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-justifier de la résorption des non-conformités documentaires et des observations / améliorations détaillées dans le rapport de contrôle du sprinklage ;</li> </ul>

- mettre en place une protection sprinkler sous les tonneaux / foudres de stockage d'alcools présents dans les chais concernés (a minima, le chai réception, le chai 2...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Extinction automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque chai (y compris le chai de réception) est équipé d'une installation fixe d'extinction automatique en cas d'incendie.</p> <p>...</p> <p>Concernant l'extinction automatique d'incendie, la réserve d'eau l'alimentant a une capacité de 630 m<sup>3</sup> et est raccordée à une moto-pompe incendie délivrant 420 m<sup>3</sup>/h.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Certains chais ne sont pas dopés à la mousse ; l'exploitant a présenté un document de son assureur daté du 25/11/2025 précisant notamment que l'exploitant a suivi les recommandations émises en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « au remplacement du GMPD en 2021 et de la réserve d'eau » ;</li> <li>- « à la remise à niveau des protections sprinkler des chais 1 et 2 selon standard actuel et conservés sous eau sans ajout d'émulseur » Et de ce fait, « la source d'eau et les protections en l'état permettent de couvrir les besoins hydrauliques de l'installation sprinkler mise en place ». L'assureur considère donc que le seul sprinklage à l'eau sans dopage mousse pour les chais 1 et 2 est suffisant.</li> </ul> <p>Concernant le contrôle de l'EAI réalisé en juin 2025, le rapport indique que le débit du GMP est de 450 m<sup>3</sup>/h et que la réserve d'eau associée à l'EAI est de 1000 m<sup>3</sup> (volume dédié à l'EAI dans la cuve aérienne d'une capacité de 2000 m<sup>3</sup>). Ces données sont cohérentes avec les caractéristiques prescrites dans l'arrêté supra.</p> <p>Le groupe moto-pompe incendie (GMP) a été contrôlé en juin 2025 par la société Uxello. Aucune anomalie particulière remettant en cause la disponibilité matérielle n'est formulée.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bon fonctionnement du groupe moto-pompe (dont un essai de démarrage a été réalisé à la demande de l'inspection) ; de plus, les ventelles du local sources se sont bien ouvertes au moment du démarrage de la moto-pompe ;</li> <li>- un réservoir de 2000 m<sup>3</sup> d'eau ;</li> <li>- un niveau de carburant suffisant du groupe pour permettre un fonctionnement prolongé.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.  Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles  Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
<b>Constats :</b>  Les FDS des émulseurs utilisés sur site ont été présentées : - ECOPOL - BioEx : EMULSEUR SYNTHETIQUE POLYVALENT SANS FLUOR - PROSINTEXAR Emulseur Synthétique POLYVALENT SANS FLUOR  Lors de la visite des installations et par sondage, il a bien été constaté (au vu des étiquetages des contenants) que les émulseurs présents sont bien ceux indiqués ci-dessous et ne contiennent pas d'éléments fluorés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Défense incendie de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  En sus des dispositions applicables à l'établissement, l'exploitant dispose des moyens et des

ressources en eau pour assurer l'extinction ainsi que la protection des installations ; les capacités d'eau sont respectivement de 2772 m<sup>3</sup> pour l'extinction et de 300 m<sup>3</sup> pour la protection.

Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place les dispositions / moyens lui permettant de disposer des volumes d'eau requis pour garantir l'extinction et la protection des installations suivant les volumes requis. Les dispositions / moyens suscités sont mis en place après concertation avec le SDIS. L'exploitant tient informée l'inspection des dispositifs / moyens à mettre en place pour répondre à la présente prescription.

#### **Constats :**

Dans le complément d'EDD dans le PAC ayant conduit à l'APC de 2024, Il est indiqué que la défense incendie est dimensionnée par la surface du chai 2 de 2310 m<sup>2</sup>. Le volume évalué pour l'extinction est de 2772 m<sup>3</sup> (auquel il faut ajouter, le besoin pour la protection a été évalué à 300 m<sup>3</sup>).

Afin d'échanger sur ces sujets, l'exploitant a consulté le SDIS qui lui a indiqué par courriel du 12/08/2025 : « Suite à notre visite sur site, identifié en jaune sur le plan, nous avons constaté que la quantité d'eau sur site permet une première action de secours, au vu :

- de la réserve incendie réalisée par une cuve de plus de 1000 m<sup>3</sup> d'eau située au Sud du site,
- de poteaux incendie présents sur le site même si leurs quantités restent limitées. Cependant, il a été également constaté que la partie Est du site devait être améliorée et à ce titre, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup>, idéalement de 240 m<sup>3</sup>, devrait être positionnée à l'arrière du bâtiment sociaux, localisée en bleu sur le plan. Par ailleurs, la distance du fleuve Charente permet de compléter l'action des secours pour une réponse à tous les scénarios incendie identifiés. Ces aménagements répondent donc à l'article 5 de l'arrêté préfectoral. Je vous invite à actualiser le plan d'intervention du site, comme de tous les documents faisant référence à la défense extérieure contre l'incendie (DECI), et d'améliorer la signalétique du site afin que les éléments échangés soient facilités lors d'une éventuelle intervention des secours »

L'inspection prend note de ces éléments mais qui ne peuvent être considérés comme suffisants pour répondre à l'exigence de l'article 5.

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- les 1000 m<sup>3</sup> de la réserve sprinklage dédiés à la DECI du site sont associés à 5 prises pompiers ;
- la réserve de 240 m<sup>3</sup> citée par le SDIS sera installée d'ici la fin du mois de janvier 2026 et devra être ensuite réceptionnée par le SDIS ; cette réserve sera associée à deux prises pompiers ;
- la présence de 4 poteaux incendie du site ; les mesures de débit des poteaux, en configuration individuelle, ont montré que chacun débite environ 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ; ces poteaux sont alimentés par le réseau d'eau de ville ;
- la présence de 2 poteaux incendie publics situés directement à proximité du site ; ils sont aussi alimentés par le réseau d'eau de ville mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les débits garantis par ces derniers.

Afin d'évaluer la capacité des poteaux incendie du site et publics, un essai de mesures de débit en simultané doit être réalisé, sur un nombre de poteaux représentatifs, pour démontrer qu'en fonctionnement simultané chaque hydrant délivre bien un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar. Dans le cas de débit mesuré en deçà, ces hydrants ne peuvent être valorisés pour la défense incendie du site.

Au regard des besoins additionnels pour garantir le volume d'eau réglementaire, le SDIS a proposé

la possibilité de recourir à des pompages directement dans la Charente, située à près de 400 m du site.

L'inspection constate que ce recours en Charente n'est pas si aisé et doit être travaillé pour permettre de l'acter ; en effet, plusieurs points doivent être étudiés (liste non exhaustive) :

- le linéaire de tuyaux souples à déployer doit être évalué et le cas échéant, l'exploitant se doit de disposer de dévidoirs avec le linéaire complémentaire à ceux pouvant être mis à disposition par les pompiers ;
- les conditions d'accès à la Charente ne sont pas aisées ; en effet, il faut franchir plusieurs obstacles (voiries, rond-point, chemin avec accès difficile (présence de pierres...) et accès final au plus près de la Charente rendu difficile avec des barrières fixes dont la hauteur est inférieure à celle des engins du SDIS...). Ces points doivent être étudiés et adaptés pour permettre un déploiement opérationnel du dispositif par le SDIS. Celui-ci doit être étudié également avec la mairie et les forces de l'ordre ;
- les zones où les engins du SDIS pourraient stationner au bord de la Charente sont limitées ; il convient donc de définir le nombre d'emplacements requis (de l'ordre de 8 à première vue), et ensuite de matérialiser ces zones de stationnement et d'afficher que ces zones sont dédiées aux pompiers ;
- le linéaire de stationnement au bord de la Charente des engins du SDIS devra être entretenue ainsi que les berges de la Charente (retrait de la végétation périodiquement) pour permettre de déployer les tuyaux souples d'aspiration par les pompiers sans obstacle ;
- etc...

À noter que le POI de l'établissement ne détaille en rien cette stratégie (possibilité de recourir à des pompages en Charente par des engins pompes du SDIS). Ces éléments doivent être étudiés et repris dans le POI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :**

- réaliser des essais en simultané des poteaux incendie du site pour connaître le nombre pouvant être valorisés pour la défense incendie (ie. débit > 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar par hydrant) ;
- justifier que la réserve de 240 m<sup>3</sup> sur site a été installée et réceptionnée par le SDIS ;
- compléter et détailler la stratégie du site pour disposer d'une ressource en eau conforme notamment par la réflexion de recours à des prélèvements dans la Charente. La stratégie devra intégrer l'ensemble des contraintes dont une partie a été listée par l'inspection dans le constat supra et être partagée avec le SDIS ;
- mettre à jour le POI pour intégrer cette stratégie de défense contre l'incendie.

Cette stratégie devra être jouée et testée à l'occasion d'exercice POI par exemple d'ici la fin de l'année 2026. L'exploitant rend compte à l'inspection de l'ensemble de ces éléments et des dates de réalisation d'exercices, de tests à ce propos.

**L'absence de mise en place d'actions correctives expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 8 : Caractéristiques des aires de dépotage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Afin de limiter les conséquences (notamment les distances d'effets) associées aux feux de nappe d'alcools dus à une rupture de citernes et/ou de flexibles de dépotage et conformément aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers en vigueur de l'établissement, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions détaillées dans son EDD ainsi que celles ci-dessous, ou tout dispositif équivalent qui a fait l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées.

Les surfaces d'épandage d'alcools lors des chargements / déchargements camions sont limitées à 42,9 m<sup>2</sup> (soit une largeur de 16,5 m et une longueur de 2,6 m).

**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence d'aire de dépotage dont les caractéristiques géométriques (surface au sol) sont conformes à l'AP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

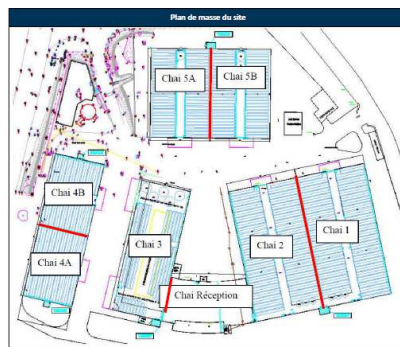
**N° 9 : Dispositions constructives (murs) des chais de stockage d'alcools**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

En complément des dispositions détaillées à l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2004 susvisé, tous les chais doubles (1, 2, 4 et 5) sont divisés par un coupe-feu 4 heures dépassant en toiture d'au moins 1 m pour les zones spécifiées en rouge ci-dessous :



Le mur séparatif entre le chai de réception et le chai 3 dépasse également d'au moins 1 m de la toiture.

Les dépassements d'au moins 1 m sont le prolongement des murs coupe-feu 4 heures et à cet effet, ces dépassements doivent être également qualifiés coupe-feu 4 h pour limiter la

propagation d'un incendie par la toiture.
<b>Constats :</b>  Le POI de janvier 2024 détaille que les acrotères font a minima 1,15 m ; ce qui s'avère conforme aux dispositions de l'AP supra.  Lors de la visite terrain, la présence des acrotères requis a bien été relevée par l'inspecteur (sans toutefois avoir pu juger de la conformité du dépassement d'au moins 1 m).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu d'établir au plus tard 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'opération interne (POI) conforme aux dispositions de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.  Ce POI est également mis à jour pour tenir compte des modifications des installations telles que présentées dans le porter à connaissance de novembre 2023 susvisé.
<b>Constats :</b>  Le POI de janvier 2026 a été présenté à l'inspection et celui-ci est bien une mise à jour avec les travaux récents en matière de confinement des eaux et de défense incendie du site.  De plus, le POI intègre des plans mis à jour qu'il faudra compléter une fois que la nouvelle réserve incendie de 240 m <sup>3</sup> sera installée et réceptionnée par le SDIS officiellement.  Enfin, il convient d'annexer au POI, la stratégie de réalisation des premiers prélèvements environnementaux en phase accidentelle ; le document est disponible et a été établi mais n'est pas présent dans le POI.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à jour son POI pour tenir compte des remarques supra et de justifier que ce dernier est conforme et complet en tout point aux éléments requis réglementaires.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Récupération/Extinction/Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Au vu des modifications portées par le porter à connaissance de novembre 2023 susvisé, la rétention étanche doit être portée à une capacité minimale de 1650 m<sup>3</sup>.</p> <p>...</p> <p>En cas de débordement de la rétention les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention. Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercice qui doivent avoir lieu au moins une fois tous les trois ans.</p> <p>... Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner ; un état des lieux de l'intégrité / étanchéité des réseaux enterrés est à réaliser au plus tard sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.</p>
<b>Constats :</b> <p>1) S'agissant du contrôle d'intégrité et d'étanchéité des réseaux enterrés, l'exploitant a fait réaliser un contrôle télévisuel par la société Bernaud au cours du mois de juin 2025. Ce contrôle a couvert près de 578 m linéaires de tuyauteries enterrées. L'ensemble du réseau effluents du site a bien été inspecté.</p> <p>De nombreux défauts remettant en cause l'étanchéité / l'intégrité ont été observés dont des fissures ouvertes, des multiplications de fissures, des effondrements et ruptures, des canalisations qui se déforment et s'écrasent... L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore entrepris la résorption des défauts d'intégrité et d'étanchéité des réseaux enterrés concourant à la maîtrise des pollutions. Ceci doit faire l'objet d'actions réactives de la part de l'exploitant.</p> <p>Un devis de 150 k€ reçu début janvier 2026 a été établi et va être prochainement signé pour débloquer les fonds. Les travaux seront effectués à l'été 2026.</p> <p>2) Pour rappel, la rétention déportée existe dont la capacité était de 1250 m<sup>3</sup> se devait d'être portée à 1650 m<sup>3</sup> et ce, pour tenir compte de l'augmentation de la capacité du chai 3 notamment. L'exploitant indique que les travaux d'extension de la capacité de la rétention déportée ont bien été réalisés portant le volume à une capacité de 1549 m<sup>3</sup> contre les 1650 m<sup>3</sup> exigés par l'APC. L'exploitant précise que « à date, les 1549 m<sup>3</sup> sont suffisants étant donné que les travaux d'augmentations de CMS prévus dans l'APC n'ont pas été réalisés ».</p> <p>L'exploitant précise en séance que l'augmentation de la capacité de la rétention n'est pas prévue</p>

et est rendue physiquement impossible. Ainsi, la QSP du chai 3 devra être revue à la baisse (environ 200 m<sup>3</sup> de moins car c'est ce chai qui conditionne la capacité de rétention). L'exploitant prévoit la transmission d'un porter à connaissance sur le sujet.

Lors de la visite des installations, il a bien été relevé la présence de la rétention déportée maçonnée et étanche. Sa pleine capacité était disponible au jour de l'inspection (absence d'accumulation notable d'eaux pluviales au fond).

3) La gestion des débordements de la rétention ne fait pas l'objet d'un plan spécifique de gestion. Le POI du site n'intègre rien sur le sujet sauf à préciser dans la fiche « impacts environnementaux », l'item suivant : « Heure estimée de débordement de la rétention ». En dehors de cette information, aucune disposition particulière n'est présentée dans le POI à ce propos. L'exploitant doit y remédier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant :**

- sous trois mois, de mettre à jour son POI pour y intégrer un plan de gestion des débordements pour répondre à la prescription sus-citée ;
- sous trois mois, de transmettre à l'inspection un porter à connaissance actualisant la situation administrative du site (en réduisant la QSP du chai 3 notamment) de sorte à justifier que la capacité de 1549 m<sup>3</sup> de la rétention déportée est suffisante ;
- sous six mois, de transmettre à l'inspection, les justificatifs attestant de la résorption de tous les défauts d'étanchéité et d'intégrité affectant les tronçons du réseau effluents enterrés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Regards siphoniques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Les chais sont équipés de regards siphoniques (regards étouffoirs) judicieusement placés afin d'éviter tout retour d'effluents enflammés ; ces regards spécifiques permettent de s'opposer à la propagation d'incendie par les réseaux.

Ces regards doivent être constamment maintenus en eau pour être opérationnels. L'exploitant vérifie tous les mois que la garde hydraulique est suffisante et les appoints nécessaires sont réalisés. Ces derniers font l'objet d'une traçabilité ad hoc.

**Constats :**

La garde hydraulique des regards siphoniques du site est vérifiée tous les mois. Par courriel du 27/11/2025, l'exploitant a transmis le registre manuscrit renseigné traçant tous les contrôles dont le dernier date du 16/11/2025.

In fine, tous les effluents convergent vers la fosse d'extinction. Celle-ci dispose d'une garde

hydraulique suffisante et la fosse dispose d'un flotteur qui permet de se rendre compte de son bon remplissage (le cas échéant, un ré-apPOINT en eau est réalisé).

Lors de la visite des installations, l'inspecteur a bien constaté que les coudes plongeurs des regards siphoniques, vus par sondage, étaient correctement immergés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Transfert d'alcools par canalisations aériennes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Les transferts d'alcools entre le chai 3 et le chai 4 ainsi qu'entre le chai 3 et le chai 5 sont effectués au moyen de deux canalisations aériennes.

Compte tenu que les deux canalisations aériennes suscitées ne sont pas raccordées à une cuvette de rétention étanche, l'exploitant est tenu de mettre en place les dispositions compensatoires ci-dessous :

- les tuyauteries aériennes de transfert d'alcools sont situées à une hauteur supérieure (environ 5 mètres) à la hauteur maximale des véhicules susceptibles de circuler sur le site ; les véhicules dont la hauteur seraient susceptibles de dégrader les tuyauteries susmentionnées sont interdits sur site ou font l'objet d'un plan de circulation adapté ;

- sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant installe une vanne de barrage sur le réseau d'eau pluviale pour éviter, en cas de rupture d'une canalisation aérienne de transfert d'alcool, que les effluents épandus ne rejoignent le milieu naturel. Cette vanne est maintenue en position fermée durant toutes les opérations de transfert d'alcools ayant recours aux canalisations aériennes ;

- des kits d'absorption sont déployés sur site en nombre suffisant et au plus près du linéaire des tuyauteries aériennes de transfert d'alcools entre les chais concernés ; les emplacements de positionnement des kits d'absorption sont définis pour permettre une réaction rapide en cas de perte de confinement d'une des tuyauteries supra ;

...

**Constats :**

Concernant ce point, l'exploitant indique par mail du 04/12/2025 les éléments suivants : « L'article 13 est intégralement respecté : kit d'absorption, procédures de transfert adaptée et obturation du réseau eau pluvial. La vanne de barrage impossible à mettre en œuvre (économiquement pas viable) a été remplacée par des plaques d'obturation de ce réseau ainsi que des merlons autour des descentes d'EP ».

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté que des merlons maçonnés ont été mis autour des descentes de gouttières proches des tuyauteries aériennes de transfert d'alcools entre chais. De plus, des plaques d'obturations à disposition sont présentes sur site.

L'inspection prend note de l'adaptation proposée par l'exploitant à la non mise en œuvre d'une vanne d'isolement du réseau pluvial.



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre à jour son POI pour y intégrer une consigne opérationnelle précisant la conduite à tenir en cas de déversement accidentel lors des opérations de transferts d'alcools entre chais ;</li> <li>- sensibiliser le personnel du site et des agents du PC sécurité à la mise en œuvre de ladite consigne ;</li> <li>- transmettre un porter à connaissance en vue de faire évoluer les dispositions de l'APC de 2024 concernant l'isolement des écoulements accidentels sur site lors de transferts d'alcools entre chais.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une vérification des installations électriques a été réalisée en avril 2025 par l'APAVE. Le certificat Q18 a été présenté et celui-ci consigne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vérification des installations a bien été réalisée de façon complète ;</li> <li>- le plan des zones à risques et le DRPCE ont été transmis au contrôleur ;</li> <li>- l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion.</li> </ul> <p>Aussi, l'exploitant a présenté le certificat Q19 daté d'avril 2025 lié au contrôle thermographique des installations électriques du site sous tension. Aucune anomalie n'a été mise en lumière et l'APAVE conclut que « le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie. »</p> <p>Enfin lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence de pictogrammes « Ex » signalant les zones ATEX en entrée de chais, au niveau des zones de chargement / déchargement d'alcools.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Appareils électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/12/2015, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils de protection, de commande et de manœuvre sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...)... sont au moins IP 55.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations (chais 2 et réception), des pompes mobiles étaient présentes. Toutes les pompes vues par l'inspecteur étaient bien de classe IP 55.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/12/2004, article 12.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.</p> <p>Des commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis au moins une issue.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société ABC FEU a contrôlé le désenfumage de tous les chais le 05/03/2025.</p> <p>Des anomalies sur le désenfumage ont été observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chais 1, chais 2, chais 3, chais 4B, : l'adéquation du câble et des poulies n'est pas satisfaisante ;</li> <li>- chais 3, chais 5A et chais 5B : nécessité de procéder au « remplacement du thermofusible et de la cartouche » ;</li> <li>- chais 3 : « L'exutoire ne s'est pas ouvert il y a un problème sur le vérin ».</li> </ul> <p>L'exploitant a précisé que toutes les anomalies supra ont été résorbées. Le prochain contrôle du désenfumage est prévu courant mars 2026.</p>

Aussi lors de la visite des installations, l'inspecteur a bien relevé la présence de commandes manuelles pour le désenfumage des chais suivants : chai réception RdC et chai 2.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de transmettre à l'inspection le rapport de contrôle du désenfumage du site pour attester de la levée effective des non-conformités vues en 2025 et de proposer un plan d'actions pour la résorption des éventuelles anomalies observées lors du contrôle réglementaire de mars 2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 17 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Une vérification a été réalisée en juin 2025. ; une agrafe de la descente du paratonnerre du chai 2 présente des défauts.</p> <p>L'anomalie a été corrigée en juillet 2025 par la société ATEIC (vue demande d'intervention signée et visée).</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspecteur a bien constaté la présence de plusieurs paratonnerres situés sur les toitures de certains chais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : ETE de réduction du risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2024, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant conduit une étude technico-économique (ETE) en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement des installations.

En effet, l'objectif de cette ETE est de proposer des mesures techniques pour confiner in situ les effets thermiques létaux (SEL) générés par les phénomènes dangereux suivants tels que présentés dans le PAC de novembre 2023 susvisé :

- PhD 1.1 - chai 1,
- PhD 1.4A - chai 4A.

À ce titre et pour atteindre l'objectif de confinement des SEL supra in situ, l'exploitant analysera la réduction du risque à la source et les mesures de maîtrise du risque envisageables dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'étude technico-économique est remise à l'inspection des installations classées, au plus tard 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les mesures techniques et/ou organisationnelles à mettre en place découlant de cette ETE sont mises en œuvre au plus tard 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Par courriel du 04/12/2025, l'exploitant a indiqué que « les évolutions sur St Martin se sont limitées à l'amélioration de la DECI et au confinement du risque (bassins etc..), mais les changements d'équipements prévus dans les chais 3,4A et 4B n'ont pas eu lieu. Nous avons l'intention de lancer cette étude technico-économique au moment où nos projets d'évolutions seront à nouveau à l'ordre du jour dans les budgets prévisionnels. A date, nous n'avons pas de visibilité avant 2030.»

L'inspection prend note de ces éléments. Toutefois, il est rappelé qu'avant l'atteinte de la QSP prescrite dans l'APC de 2024 pour les chais 1 et 4A, l'étude technico-économique (ETE) demandée ci-dessous devra être remise à l'inspection ainsi que le calendrier des dispositions à mettre en œuvre pour renforcer la maîtrise du risque.

A date, l'inspection considère ce constat « sans suite » et en appelle à la vigilance de l'exploitant pour la transmission de l'ETE demandée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 : RIA**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Chaque chai est équipé de RIA...

Ce matériel doit être maintenu en bon état et vérifié au moins une fois par an par un technicien

compétent.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Uxello a réalisé le contrôle des RIA / PIA présents dans les chais le 03/09/2025. Il s'avère que globalement les matériels sont conformes sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le RIA en extérieur du chai 1 : « pas d'eau » ;</li> <li>- des RIA des chais 4B, 5A, 5B présentent des non-conformités au niveau de la lance, du dévidoir..</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, il a été indiqué que les non-conformités supra avaient été corrigées dans la foulée.</p> <p>Pour s'en assurer et par sondage, l'inspecteur a procédé à l'essai du RIA du chai 1 (dont aucune arrivée d'eau n'avait été constatée en septembre 2025) ; l'essai s'est avéré concluant et la portée du jet bâton de ce RIA était correcte (environ 10 mètres).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Murs coupe-feu des chais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe M0 et coupe-feu de degré 4 heures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans POI de janvier 2024 et mis à jour en janvier 2026, il est question pour tous les chais à l'item « mur » que ces derniers sont de « Murs CF 2h ».</p> <p>Cette situation n'est pas conforme aux dispositions constructives requises réglementairement.</p> <p>L'exploitant précise en séance qu'il s'agit d'une coquille et que les murs des chais sont bien REI 240 et qu'il dispose de documents l'attestant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de transmettre à l'inspection les justificatifs attestant des caractéristiques coupe-feu REI 240 des murs de tous les chais du site. L'exploitant modifie par la suite son POI pour préciser les caractéristiques coupe-feu réelles des murs des chais.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 21 : POI et débordement des EI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ORECO prévient l'exploitant des captages aux alentours de tout risque de débordement des dispositifs de rétention des eaux d'extinction suffisamment à l'avance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI en vigueur (V4) de janvier 2026 n'aborde pas la nécessité à l'exploitant de prévenir les gestionnaires des captages en aval du site, en cas de sinistre sur site, d'éventuels débordements des eaux d'extinction polluées pouvant impacter lesdits captages AEP. Le POI doit être mis à jour en sus des éléments listés aux points de contrôle précédents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à jour son POI et de justifier que ce dernier permette d'appréhender la conduite à tenir pour prendre les dispositions nécessaires auprès des exploitants de captages AEP en aval hydraulique du site en cas de débordement de la rétention du site.</b></p> <p><b>Une liste des captages AEP et les coordonnées des exploitants de ces derniers devront être intégrées au POI à mettre à jour.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 22 : Exercice POI et mobilisation émulseurs GME**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2015, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le POI ... est testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers comptes-rendus d'exercices POI réalisés sur le site de Saint Martin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- exercice du 19/03/2019 portant sur un départ de feu dans le chai 3 suite à un court-circuit de la pompe mobile lors d'une opération de dépotage ;</li> <li>- exercice du 28/03/2023 portant sur un départ de feu au niveau de la réception étage local bonbonnes suite à un travail par point chaud par une entreprise extérieure.</li> </ul> <p>Dans les deux cas, les pompiers ont été mobilisés et sont venus sur site.</p> <p>Plusieurs recommandations et actions à déployer sont identifiées dans les comptes-rendus (dont une en lien avec l'alarme générale du site (cf. point de contrôle infra)). Les actions correctives ont été mises en œuvre sur l'ensemble des axes d'amélioration identifiés lors des exercices de 2019 et 2023.</p>

<p>Aux dires de l'exploitant, ces exercices n'ont jamais fait l'objet, pour ce site, d'une mobilisation du GME 16 pour tester notamment les temps d'arrivée sur site et ne pas compromettre la stratégie opérationnelle des pompiers en matière d'extinction (arrivée trop tardive des émulseurs sur site). Selon l'exploitant, la mobilisation de l'émulseur du GME 16 aurait été faite dans le cadre d'un exercice sur le site Seveso de Merpins en 2018.</p> <p>Le prochain exercice POI du site est prévu au courant de l'année 2026 (pour respecter la périodicité de 3 ans).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin de l'année 2026, de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser un nouvel exercice POI sur site et de tester la mobilisation de la ressource en émulseurs du GME 16 pour s'assurer que le temps d'arrivée sur site de la ressource est bien compatible avec la cinétique de l'incendie en cours et la stratégie opérationnelle des pompiers pour procéder aux opérations d'extinction ;</li> <li>- transmettre le compte-rendu d'exercice à l'inspection avec le plan d'actions en cas d'anomalies observées.</li> </ul> <p><b>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'entraîner régulièrement les équipes au déploiement du POI et à cet effet, de respecter la périodicité maximale entre deux exercices ne devant pas excéder 3 années.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 11 mois</p>

#### N° 23 : Sirènes POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V – d)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux derniers exercices POI réalisés sur site ont conduit à observer :- mars 2019 : absence d'alarme générale sur site ;- mars 2023 : pas d'alarme ou de moyen de déclencher rapidement une alerte en cas d'incident (y compris en la présence d'intervenants extérieurs). Le SDIS a relevé que « Pas d'alarmes : évacuation à la voix”.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une alarme / sirène POI du site a été installée en 2026 pour répondre à l'écart récurrent observé lors des derniers exercices POI.</p>

Lors de l'inspection, un essai de bon fonctionnement de la sirène POI du site a été réalisé (la mairie a été prévenue de ce test pour répondre à la population en cas de questionnement). Cet essai s'est avéré concluant et la portée acoustique de la sirène semble conforme et suffisante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 24 : Émulseurs et GME**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 12.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie susceptible de se produire sur le site sont définies par l'exploitant en accord avec les services d'incendie et de secours.

Dans le cas où les émulseurs ne sont pas stockés en totalité sur le site, l'exploitant s'engage auprès des services d'incendie et de secours de faire acheminer les émulseurs nécessaires dans un délai défini. L'acheminement des émulseurs sur le site est à la charge de l'exploitant.

Dans le cas où les émulseurs appartiennent et/ou sont gérés par un groupement mutualiste, l'exploitant passe une convention avec le groupement. Copie de cette convention est adressée au Préfet, aux services d'incendie et de secours et à l'inspecteur des installations classées. En cas de résiliation de cette convention par l'une des parties, l'exploitant en informe sans délai le Préfet, les services de secours et d'incendie et l'inspecteur des installations classées en indiquant les mesures qu'il a prises pour pouvoir disposer des émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie sur son site dans les délais convenus.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il est apparu que l'exploitant ne dispose pas de réserve d'émulseurs mise à disposition des services de secours en cas d'incendie pour la défense incendie. L'exploitant est adhérent au GME16 ; celui-ci a présenté l'appel à cotisation datant de février 2025 pour les sites Oreco (montant de près de 13 k€).

Concernant la conformité des émulseurs du GME16, des échanges ont récemment eu lieu avec cette entité. Il s'avère que les émulseurs fluorés, au regard des dispositions du règlement européen 2025/1988, peuvent être utilisés jusqu'au 23/10/2026. Passé ce délai, le produit ne sera plus conforme. Des remplacements de l'émulseur actuel doivent être réalisés au profit d'émulseur conforme au règlement européen supra et compatible avec les moyens du SDIS pour permettre son application pour des opérations d'extinction.

Indépendamment des échanges entre le GME16 et l'administration, il appartient également à l'exploitant de s'assurer que la ressource en émulseur mobilisable, en cas d'incendie sur site, par le GME16 est bien conforme aux mousses incendie pouvant encore être utilisées et détenues. Ainsi, il est attendu que l'exploitant veille à ce qu'à l'échéance du 23/10/2026, le GME16 dispose d'un émulseur conforme ; si tel n'est pas le cas, l'exploitant devra se doter d'une réserve d'émulseurs conformes sur son site en application des dispositions de son arrêté préfectoral.



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, périodiquement, de s'assurer que le GME16 s'est bien mis en ordre de marche pour procéder au remplacement des émulseurs avant le 23/10/2026 afin de disposer d'une ressource en émulseurs mobilisables conformes aux dispositions du règlement européen sus-cité.</p> <p>À défaut et au plus tard pour le 23/10/2026, il est demandé à l'exploitant de disposer de sa propre réserve d'émulseurs conformes sur son site (dont il précisera le volume requis).</p> <p><u>L'absence de mise en place des actions demandées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 25 : Rétention du local sources**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du local sources du site, la présence de carburant pour le groupe moto-pompe (réservoir raccordé et une nourrice pour faire les appoints du réservoir) a été constatée à l'intérieur.</p> <p>L'inspection relève que le local sources ne fait pas rétention du fait que l'intérieur du local est mis en communication avec le réseau d'égout du site (évacuation des purges de refroidissement de la moto-pompe).</p> <p>Ainsi en cas d'épandage accidentel de carburants dans le local ou tout autre produit dangereux susceptible d'y être stocké, rien ne garantit l'absence de transfert vers le milieu naturel via le réseau d'égout du site et via la porte d'accès audit local.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre en place les actions correctives nécessaires pour garantir que le local sources supra dispose d'une rétention interne conforme (absence de communication avec le réseau d'égout du site et avec l'extérieur du local via sa porte d'accès).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 26 : Mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 10.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.</p> <p>L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations du chai réception RdC et du chai 2, il a été constaté que les structures métalliques sur-élevant certains foudres / certains tonneaux n'étaient pas raccordées à la terre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre à la terre l'ensemble des structures métalliques sur-élevant certains foudres / tonneaux d'alcools.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois